



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
V^x-COLOMBIER
STUDIO

TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UN ASCENSEUR A LA COMEDIE-FRANÇAISE

*Procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions de l'article R.2123-1 du code de la
commande publique*

Type de marché

Travaux

Référence du marché

2025-002-DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
Place Colette
75001 Paris

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	<i>Objet.....</i>	4
1.2	<i>Forme du marché et allotissement.....</i>	4
1.3	<i>Mode de passation.....</i>	4
1.4	<i>Durée du marché et délais d'exécution.....</i>	4
1.5	<i>Sous-traitance.....</i>	4
1.6	<i>Prestations similaires.....</i>	5
1.7	<i>Redressement ou liquidation judiciaire.....</i>	5
ARTICLE 2	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 3	DESCRIPTION ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
3.1	<i>Nature des prestations.....</i>	6
3.2	<i>Obligation du titulaire.....</i>	6
ARTICLE 4	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
4.1	<i>Calendrier détaillé d'exécution.....</i>	7
4.2	<i>Prolongation des délais d'exécution.....</i>	7
ARTICLE 5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	7
5.1	<i>Dans le cadre de l'exécution des prestations.....</i>	7
5.2	<i>Evolution de la législation.....</i>	7
5.3	<i>Provenance des matériaux et produits.....</i>	8
5.4	<i>Provenance des matériaux et produits.....</i>	8
ARTICLE 6	PREPARATION, COORDINATION DES TRAVAUX.....	8
6.1	<i>Période de préparation – Organisation et éléments à produire.....</i>	8
6.2	<i>Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers.....</i>	8
6.3	<i>Clause de sûreté.....</i>	8
ARTICLE 7	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	8
7.1	<i>Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....</i>	8
7.2	<i>Réception.....</i>	8
ARTICLE 8	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DE L'INSTALLATION DU MATERIEL.....	9
8.1	<i>Gestion des déchets et démarche environnementale.....</i>	9
8.2	<i>Repliement des installations du matériel et remise en état des lieux.....</i>	9
ARTICLE 9	GARANTIES.....	9
9.1	<i>Durée de la garantie relative aux prestations.....</i>	9
9.2	<i>Périmètre et délai de remplacement au titre de la garantie.....</i>	9
ARTICLE 10	PRIX.....	10
10.1	<i>Nature et contenu des prix.....</i>	10
ARTICLE 11	CLAUSE FINANCIERE.....	10
11.1	<i>Retenue de garantie.....</i>	10
11.2	<i>Avance.....</i>	11
ARTICLE 12	MODALITES DE REGLEMENT.....	11
12.1	<i>Acomptes et paiements partiels définitifs.....</i>	11
12.2	<i>Mode de règlement et délai global de paiement.....</i>	11
12.3	<i>Paiement des cotraitants et sous-traitants.....</i>	12
12.4	<i>Délai de paiement.....</i>	13
ARTICLE 13	PENALITES.....	13
13.1	<i>Pénalités de retard.....</i>	14
13.2	<i>Pénalités liées à l'exécution des travaux.....</i>	14
13.3	<i>Pénalités de retard d'intervention ou de dépannage.....</i>	14
13.4	<i>Caractère non libératoire des pénalités.....</i>	15

ARTICLE 14 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	15
14.1 Documents à remettre relatifs au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail tous les six (6) mois pendant l'exécution du marché	15
14.2 Pénalités pour travail illégal	16
ARTICLE 15 CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 16 CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE	16
ARTICLE 17 RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES	17
ARTICLE 18 LANGUE ET MONNAIE	17
ARTICLE 19 RÉSILIATION	17
ARTICLE 20 DIFFÉRENDS ET LITIGES	17
ARTICLE 21 DÉROGATIONS AU CCAG-TRAV	18

ARTICLE 1 OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

Les travaux objet du marché concernent le remplacement d'un ascenseur situé à la Comédie-Française.

Lieux d'exécution : place Colette – 75001 PARIS

1.2 Forme du marché et allotissement

Le marché n'est pas alloti, il n'est pas décomposé en tranche.

1.3 Mode de passation

Le marché est passé selon une procédure adaptée ouverte conformément en application des articles R.2123-1 et 2123-7 du code la commande publique.

1.4 Durée du marché et délais d'exécution

Le marché débutera à compter de sa date de notification et prendra fin à la plus tardive de ces deux dates :

- L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, tel que défini à l'article 44.1 du CCAG- Travaux du 30 mars 2021. En cas de pluralité des délais de garantie de parfait achèvement, il est entendu que le marché s'achève à l'expiration du dernier délai ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ;
- La levée de la dernière réserve.

La durée prévisionnelle d'exécution est de 5 mois à compter de l'ordre de service (OS) ou du bon de commande de démarrage des travaux.

Les travaux devront impérativement être réalisés entre le 1^{er} et le 31 août 2025, avec une date de réception le lundi 1^{er} septembre 2025.

1.5 Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;

- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;

- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.6 Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

1.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAV, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
 - la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux et dit CCAG-TRAV.
- Les normes administratives et législatives en vigueur au moment ;
- L'offre technique du titulaire.

Sauf approbation expresse du pouvoir adjudicateur, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les devis, sur les factures, des conditions figurant dans les documents commerciaux.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

ARTICLE 3 DESCRIPTION ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Nature des prestations

Dans le cadre de ce marché, le titulaire devra :

- installer le chantier ;
- poser des SAS d'isolement parfaitement étanches aux propagations de poussières, et ce le long du plateau de convoiement ;
- mettre en sécurité la zone de travail ;
- déposer les équipements existants ;
- évacuer à la décharge spécialisée les matériels obsolètes ;
- installer le nouvel équipement ;
- procéder aux essais et démonstrations ;
- Replier le matériel et nettoyer la zone de travail ;
- Travaux de finition.

3.2 Obligation du titulaire

L'installation et le matériel devront répondre aux normes de sécurité en vigueur. Le titulaire devra prévoir l'approvisionnement du matériel nécessaire pour la réalisation des prestations. Toutes les garanties de tous les matériels fournis devront être explicitées (les durées, les modalités de prise en charge des matériels défectueux, les temps d'immobilisations, les temps d'interventions et le dépannage sur site pendant la période de garantie), cf article 9.

Le titulaire du présent marché devra organiser à destination du personnel de la Direction du bâtiment et des équipements, une démonstration de l'ensemble des installations.

ARTICLE 4 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai d'exécution global des prestations est de cinq (5) mois à compter de l'ordre de service (OS) ou du bon de commande de démarrage des travaux.

Ce délai comprend la période de préparation et de commandes des nouveaux équipements.

4.1 Calendrier détaillé d'exécution

Les prestations seront exécutées suivant le planning détaillé établi par le titulaire, au démarrage des prestations, et soumis à la validation d'un représentant de la Comédie-Française.

Le calendrier détaillé indique :

- la durée d'exécution, comprenant les délais de commandes et d'approvisionnement du matériel
- la date probable de départ correspondant aux interventions du titulaire sur le site (à remettre dans les 15 jours calendaires maximum suivant la réception du matériel par le titulaire) en précisant les délais d'installation du matériel.

Au cours du chantier, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution global des prestations susmentionnées. Les travaux se dérouleront pendant les horaires indiqués dans l'article 4.1 du présent C.C.P.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service. Le point de départ de chaque élément de mission est la date d'approbation de l'étape précédente. Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution des travaux.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2 du CCAG Travaux, et en dehors des cas prévus dans ses articles 19.2.2 et 19.2.3, la prolongation du délai d'exécution ne pourra résulter que d'une modification de marché.

ARTICLE 5 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

5.1 Dans le cadre de l'exécution des prestations

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

5.2 Evolution de la législation

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant.

5.3 Provenance des matériaux et produits

Les documentations techniques détaillant les marques, les origines des produits installés pourront être demandées au Titulaire à tout moment.

5.4 Provenance des matériaux et produits

Les matériels employés et leur technique de mise en œuvre devront être conformes aux règlements et normes en vigueur.

ARTICLE 6 PREPARATION, COORDINATION DES TRAVAUX

6.1 Période de préparation – Organisation et éléments à produire

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier, conformément à l'article 28.2 du CCAG-travaux.

6.2 Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

L'entrepreneur devra clôturer son chantier et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter tout accident, le site restant occupé pendant les travaux. Toutes les précautions utiles devront être prises pour la préservation des installations existantes. L'entrepreneur devra transmettre son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

6.3 Clause de sûreté

Contrôle de la liste nominative du personnel. Le titulaire qui effectue les travaux ou prestations sera tenue de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, a minima, quinze (15) jours avant la date de démarrage des travaux ou prestations.

Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution du marché, l'entreprise signalera à l'administration tout changement de personne au moins 24 heures à l'avance. L'entrepreneur ou le prestataire ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel. L'agent affecté à l'exécution des prestations prévues par le marché devra être remplacé par le titulaire du marché, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent. Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG-travaux, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux cotraitants et sous-traitants.

ARTICLE 7 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

L'entreprise titulaire du marché devra se soumettre, à la demande de la maîtrise d'ouvrage, à un contrôle des ouvrages en cours de travaux par un bureau de contrôle.

7.2 Réception

Le chapitre V du CCAG Travaux s'applique.

Les opérations de réception seront effectuées à l'expiration du délai global d'exécution.

La réception des travaux ne peut être prononcée qu'à la remise des dossiers des ouvrages exécutés.

En fin de chantier, l'entreprise fournira son dossier des ouvrages exécutés en un exemplaire reproductible sur support informatique (clé USB...) pouvant se lire et être modifiés sur AUTOCAD.

Des documents supplémentaires peuvent être demandés par le descriptif des travaux de la consultation.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance.

ARTICLE 8 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DE L'INSTALLATION DU MATERIEL

8.1 Gestion des déchets et démarche environnementale

La gestion des déchets de chantier est réalisée en application de l'article 36 du CCAG-travaux. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la **traçabilité des déchets**. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets. En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Les prestations seront réalisées dans le cadre d'une démarche environnementale, le titulaire devra prévoir toutes les sujétions nécessaires pour limiter les nuisances sonores, en particulier la gestion des déchets, les opérations de **valorisation et de recyclage des déchets**.

Dans le cadre de la démarche environnementale, il est demandé au titulaire de procéder à un **tri sélectif de ses déchets**. A cet effet, Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage, à l'évacuation et au traitement de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

8.2 Repliement des installations du matériel et remise en état des lieux

Le repliement et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par l'installation du matériel sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, dans un délai de cinq jours calendaires comptés à partir de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qu'il aura occupés. Il transmet alors les éléments de traçabilité des déchets au maître d'ouvrage.

En cas de retard, les pénalités décrites à l'article 13.1 seront applicables du présent document.

ARTICLE 9 GARANTIES

9.1 Durée de la garantie relative aux prestations

Les prestations (pièces et matériels fournis dans le cadre du marché) font l'objet d'une garantie pièce et main d'œuvre minimale d'un (1) an dont le point de départ est la notification de la décision de réception des travaux. La maintenance sera incluse durant la période de garantie initiale définie dans le CRT. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44 du C.C.A.G.- Travaux.

9.2 Périmètre et délai de remplacement au titre de la garantie

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour remplacer les éléments défectueux au titre de la garantie dans les **meilleurs délais 1 jour** si cela ne nécessite pas de pièces de rechange et 15 jours calendaires maximum si des pièces sont à remplacer. Le titulaire s'engage à effectuer les opérations de maintenance pendant toute la période de garantie, à la fréquence indiquée dans le CCTP.

ARTICLE 10 PRIX

10.1 *Nature et contenu des prix*

Le prix sera exprimé en euros. Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Conformément aux stipulations de l'acte d'engagement, les prestations du présent marché seront réglées par application des prix global et forfaitaire fixé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

Les prix sont fermes et réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation de travaux ainsi que tous les frais de fournitures des pièces et de tous les frais de main-d'œuvre et de déplacement du personnel du titulaire devant intervenir. Ils sont établis en tenant compte notamment, du fait que, dans les seuls cas d'un groupement solidaire ou d'un recours à des sous-traitants, les prix forfaitaires seront réputés comprendre les frais de coordination de l'exécution des prestations ; du fait que, dans le cas de prestations sous-traitées, outre les dépenses de coordination, les prix seront réputés comprendre la marge du titulaire (du mandataire ou du cotraitant) pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations du marché.

Le titulaire est réputé, lors de l'étude de son offre, avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité. Il est donc réputé avoir apprécié l'ensemble des sujétions particulières, liées notamment à la configuration des lieux, au travail en site occupé, à la coordination avec les autres intervenants et au respect des règles de sécurité en vigueur, pouvant entraîner des augmentations de ses prix. Aussi, il ne sera admis sous aucun prétexte que ce soit, réclamation sur les prix et conditions consenties.

Le prix global et forfaitaire intègre également l'ensemble des échanges et réunions, ainsi que les travaux supplémentaires que le titulaire serait tenu d'effectuer en cas de réserves à la réception. Taux de TVA Les prix remisés sont formulés en euros, hors taxes avec indication du taux de taxe à la valeur ajoutée (TVA) applicable. Il s'agit de la TVA applicable en France. En cas de changement du taux de TVA, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 11 CLAUSE FINANCIERE

11.1 *Retenue de garantie*

Conformément aux articles L2191-7 et R2191-32 du code de la commande publique, une retenue de garantie de 5 % est exercée sur le montant global du marché par le comptable assignataire des paiements, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Pour les marchés publics conclus par l'Etat et une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché et augmentée en cas d'avenant.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

11.2 Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, **sauf indication contraire dans l'acte d'engagement**, dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique. Une avance peut ainsi être versée si les conditions suivantes sont réunies :

- le montant initial annuel du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes,
- et le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant annuel initial toutes taxes comprises du marché, tel que fixé dans la DPGF. Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, ce montant sera porté à 20 % si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13 du même code.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant annuel initial toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant annuel initial toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

- Garanties financières de l'avance

Le titulaire doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence 100 % du montant de l'avance.

ARTICLE 12 MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-TRAV.

12.2 Mode de règlement et délai global de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué après constatation du service fait (prestations réellement effectuées) selon le prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement, sur présentation de factures établies par le Titulaire en **un original**.

Les factures déposées sur la Plateforme seront préalablement visées par le MOE.

Les factures devront être déposées sur le portail Chorus Pro, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures feront apparaître, outre les mentions légales :

- Le numéro et l'objet du présent marché,

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- nom et adresse de la Comédie Française,
- les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement,
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TRAV ;
- Le montant global HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date et le n° de la facture ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Sont désignés pour le règlement de la somme due :

- Comme ordonnateur : le Directeur général des services la Comédie Française
- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent comptable de la Comédie Française

12.3 Paiement des cotraitants et sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée à l'acte d'engagement, précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

- le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «Auto-liquidation» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
- le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le soustraitant.
- le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- en cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.
- la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la demande de paiement à lui payer directement.
- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire de l'acte d'engagement prévoyant une répartition des paiements entre les membres du groupement et indiquant les modalités de cette répartition.
- le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance s'appliquent, en application de aux articles 3.5 et 3.6 du C.C.A.G.-Travaux.

12.4 Délai de paiement

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement par mandatement administratif.

Le paiement intervient dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la réception de la demande de paiement par la Comédie Française, après vérification du service fait par le service acquéreur, dans les conditions définies à l'article 12 du CCAG-TRAV.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquelles un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visé ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 13 PENALITES

Conformément aux précisions de l'article 20.1.4 du CCAG-travaux, les pénalités ne sont pas assujetties à taxe sur la valeur ajoutée. En cas d'application d'une pénalité, le montant de cette dernière sera déduit du montant toutes taxes comprises. Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre des factures émises. Les pénalités sont non révisables et cumulables.

13.1 Pénalités de retard

Par dérogation aux articles 20.1 et 20.1.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans les délais d'exécution fixés dans le calendrier d'exécution validé par les deux parties, le titulaire subira une pénalité journalière forfaitaire de 100 € HT par jour de retard. Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par ailleurs, la Comédie-Française se réserve la faculté d'appliquer ces mêmes pénalités en cas d'exécution de prestations incomplètes, non conformes ou de carence du titulaire (hors pénalités précisées ci-dessous).

13.2 Pénalités liées à l'exécution des travaux

Conformément à l'article 20.1.1 Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre. Les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable :

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène et la signalisation générale du chantier	Par jour calendaire en défaut : 200 € H.T.
Non-actualisation de la liste du personnel	50,00 € HT par jour de retard
Absence aux réunions ou aux visites de chantier, aux réunions prescrites par le maître d'ouvrage	50,00 € HT par jour calendaire
Découverte d'un sous-traitant non déclaré	1000 € H.T. par infraction constatée
Effectif incomplet*	Par poste non pourvu 2 fois le taux horaire ht pour la première heure d'absence, au-delà 4 fois le taux horaire ht par heure
Non remise des plans, notices, fiches techniques, devis de travaux modificatifs et tous éléments techniques demandés par le maître d'ouvrage, par document, élément ou objet non remis	50,00 € ht par jour de retard
Défaut d'encadrement (non-passage du responsable d'exploitation ; absence au réunion obligatoire...)	400,00 € HT
Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves	200 € H.T. par jour de retard
Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire	60,00 € HT par heure non effectuée

13.3 Pénalités de retard d'intervention ou de dépannage

En cas de non-respect des délais d'intervention prévus à l'article 5.2 du présent CCAP, il pourra être appliqué les pénalités forfaitaires suivantes par matériel sans mise en demeure préalable :

- une pénalité de 50 € TTC par heure de retard sur intervention;
- une pénalité de 50 € TTC par jour de retard sur dépannage, si cela ne nécessite pas d'approvisionnement de pièces de rechanges hors consommables.

13.4 Caractère non libératoire des pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G.- Travaux le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités prévues au présent marché ne sont pas libératoires. De fait, leur paiement par le titulaire n'est pas de nature à le délier de ses obligations contractuelles.

En outre, les pénalités prévues au présent marché sont prononcées sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le titulaire pourrait être tenu par ailleurs à raison notamment de la mise en œuvre de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

En tant que sanctions contractuelles elles sont exclusivement stipulées en vue de contraindre le titulaire à exécuter ses obligations conformément aux attentes du pouvoir adjudicateur dans les délais et selon les conditions du présent marché ; elles n'ont ainsi pas pour objet de réparer les préjudices qui seraient éventuellement subis par le pouvoir adjudicateur à raison et en conséquence du manquement contractuel qu'elles ont pour but de prévenir.

Les pénalités sont exigibles du seul fait générateur du manquement contractuel qu'elles visent à prévenir, sans que le pouvoir adjudicateur ait à apporter la preuve de l'existence, même future, d'un préjudice certain. Le montant des pénalités tel qu'il est fixé dans les pièces contractuelles ne constitue en aucun cas l'estimation anticipée et forfaitaire d'une indemnité que le pouvoir adjudicateur aurait par avance acceptée de recevoir en compensation définitive d'un préjudice lié au manquement du titulaire à ses obligations.

ARTICLE 14 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

14.1 Documents à remettre relatifs au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail tous les six (6) mois pendant l'exécution du marché

Le titulaire du marché s'engage à produire tous les six (6) mois, pendant toute la durée d'exécution du marché, les pièces suivantes :

- un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique.
- l'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire, dans les condition de l'article L.2141-2 du code de la commande publique.
- le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment :
 - la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
 - pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail.
- une copie d'attestation d'assurances responsabilité civile en cours de validité.

Le candidat établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement. Les candidats joindront une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

14.2 Pénalités pour travail illégal

14.2.1 Pénalités pour non remise des documents

Tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché, le titulaire doit transmettre l'ensemble des documents demandés à l'article 12.1 du présent C.C.P., relatif au travail dissimulé et au travail d'étrangers sans titre de travail.

A défaut, une pénalité de 50 € HT par jour de retard sera appliquée, à compter de l'expiration du délai fixé dans le courrier de mise en demeure.

14.2.2 Pénalité pour non-régularisation de la situation

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, il sera mis en demeure d'apporter la preuve qu'il a régularisé la situation délictuelle. En outre, le pouvoir adjudicateur alertera les services de contrôle compétents, mentionnés à l'article L.8271-7 du code du travail.

Si la situation n'est pas régularisée dans le délai imparti par la mise en demeure, les sanctions suivantes pourront être prises :

- la résiliation unilatérale, sans indemnités, du contrat ;
- une pénalité forfaitaire correspondant à 10% du montant HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront directement imputées sur le paiement des factures ou feront l'objet d'un titre de recette.

ARTICLE 15 CONFIDENTIALITE

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du présent marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf divulgation rendue nécessaire en raison d'obligations légales, réglementaires ou comptables. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du titulaire.

ARTICLE 16 CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire doit obligatoirement notifier à la Comédie Française tout changement concernant son identification (ex : *raison sociale ou dénomination sociale, siège social* ...) ainsi que toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. La Comédie Française se réserve le droit de résilier, dans un délai de 2 mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

ARTICLE 17 RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande Conformément à l'article 35 du CCAG- Travaux, les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 18 LANGUE ET MONNAIE

Les correspondances relatives au marché et toute la documentation fournie par le titulaire sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 19 RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus à l'article 46 du C.C.A.G Travaux et dans le respect des dispositions des articles 47, 48 et 49 de ce même CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5% de la partie non exécutée des travaux.

ARTICLE 20 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le responsable et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Il est fait application des alinéas 1 et 2 de l'article 37 du CCAG-TRAV pour tout différend qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, il est rappelé qu'ont été constitués des comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution d'un marché.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le comité visé supra, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Paris, seul compétent.

ARTICLE 21 DÉROGATIONS AU CCAG-TRAV.

Objet de l'article	C.C.A.P.	C.C.A.G.TRAV
Documents contractuels	3	4.1
Claude de sûreté	7.3	31.4.5
Pénalités	14.1	20.1.1
Pénalités	14.4	20.4